

## **CR de la réunion des 10-11 avril 2011 du Partenariat REDD+ à Bangkok**

### **Commentaire général :**

Le Partenariat REDD+ s'est réuni les 10-11 avril 2011 à Bangkok en marge de la session de négociation de la CCNUCC, pour la première fois sous co-présidence franco-brésilienne. Près de 120 représentants de pays membres et des parties prenantes y participaient (avec une représentation de 51 pays sur les 71 membres et deux observateurs, la Nouvelle-Zélande et Palau). Suite aux difficultés rencontrées sous co-présidence du Japon et de la Papouasie Nouvelle Guinée, les attentes envers la co-présidence franco-brésilienne étaient élevées et cette réunion cruciale pour réorienter le Partenariat vers l'action.

La co-présidence a dû faire front en début de réunion à une « bataille d'agenda » et des critiques de PNG sur la question sensible de la candidature de la Côte d'Ivoire visant plus particulièrement la France. Malgré la tentative d'obstruction de PNG, la co-présidence franco-brésilienne, dont l'unité a été visible et appréciée des partenaires, a réussi à tenir l'agenda prévu couvrant les sujets de fond ci-après: développement de la base de données volontaire, suites de l'analyse sur les insuffisances et les recouvrements du financement, échanges d'expériences sur les activités de démonstration, introduction du travail sur l'efficacité des initiatives multilatérales REDD+, nomination des futurs co-présidents. La réunion s'est ainsi clôturée par un succès pour la co-présidence franco-brésilienne, avec deux jours d'échanges très riches, contrastant avec l'absence de discussions sur la substance de la session de Bangkok, qui ont permis de faire la preuve de la valeur ajoutée du Partenariat et de le relancer.

### **Compte-rendu détaillé :**

#### **Candidature au Partenariat REDD+ au nom de la Côte d'Ivoire :**

En début de réunion, en présence des Partenaires et des parties prenantes, les co-présidents ont informé les Partenaires de la demande faite par Monique MIEZAN pour que la Côte d'Ivoire rejoigne le Partenariat et de leur décision de ne pas accepter la présence cette personne (que le MAEE nous avait signalé comme faisant partie de l'administration Gbagbo) à cette réunion, étant donné la situation actuelle en Côte d'Ivoire. Celle-ci s'était rendue le matin même sur les lieux de la réunion, malgré la communication préalable des co-présidents auprès de l'intéressée de l'impossibilité d'accepter sa participation à la réunion de Bangkok (conformément aux instructions du MAEE). Les co-présidents ont expliqué aux partenaires qu'il ne s'agissait pas d'une décision sur la substance mais seulement d'une décision sur le processus: compte tenu de la dimension politique du Partenariat, il était nécessaire de laisser le temps aux Partenaires de mener des consultations internes et le sujet était trop sensible pour qu'une information préalable par email ait pu être faite. Cette annonce a suscité des réactions d'interrogations, étant donné la présence de Monique MIEZAN à la CCNUCC comme déléguée de la Côte d'Ivoire, plusieurs Partenaires ne comprenant pas la différence de contexte entre la CCNUCC et le Partenariat (dont la Côte d'Ivoire n'est pas encore membre). Certains Partenaires, en particulier les pays africains, considéraient que, le Partenariat étant ouvert, une demande d'une représentante de la Côte d'Ivoire à la CCNUCC devrait être acceptée dans les mêmes conditions que pour les autres nouveaux Partenaires (il n'y a pas de procédure spécifique, les précédents pays ayant rejoint le Partenariat d'office ou ont eu la possibilité à leur demande d'être observateur) ; les co-présidents ont noté l'absence de procédure claire d'acceptation des nouveaux membres qui nécessiterait d'être précisée. Conformément aux instructions du MAEE, les co-présidents ont expliqué la différence de situation entre la CCNUCC, dont la Côte d'Ivoire était déjà membre et le point focal déjà nommé et le Partenariat dont la Côte d'Ivoire n'est pas encore membre, en précisant bien qu'il ne s'agissait pas d'une décision prise au nom de leur pays mais en tant que co-présidents. Seule la Papouasie Nouvelle-Guinée a contesté de manière très critique la décision des co-présidents, qualifiée d'unilatérale, en indiquant qu'elle était contraire à l'esprit du Partenariat, et a accusé la France d'avoir fait prévaloir ses positions nationales dans le contexte du Partenariat (il est à noter que Monique MIEZAN nous a rapporté avoir été en contact avec la Coalition qui l'aurait invitée à participer). La représentante de la Papouasie Nouvelle-Guinée, Federica Bietta, a de surcroît déclaré qu'elle informerait son Ministre. Les co-présidents ont rappelé de nouveau qu'il s'agissait d'une décision sur le processus, prise en tant que co-présidents, et non pas la décision de leur pays respectif, la co-présidente française répondant directement à l'accusation de la Papouasie Nouvelle-

Guinée. Les co-présidents ont reçu le soutien de plusieurs pays pendant la réunion (USA, Japon, Mali) et après la réunion (notamment Norvège, Mexique, Australie, République centrafricaine).

Les co-présidents se sont engagés à rechercher une résolution à cette question d'ici la réunion de juin du Partenariat. Un message sera envoyé au Partenariat pour expliquer de nouveau aux partenaires le choix qui a été fait de les consulter avant d'accepter la participation de Monique MIEZAN à la réunion de Bangkok et justifier les différences de contexte entre la CCNUCC et le Partenariat REDD+, et appeler les partenaires à se prononcer sur les suites à donner à cette candidature..

### **Développement de la base de données sur les financements, les actions et résultats**

Le travail sur la base de données volontaire avait été initié dès le processus Paris-Oslo, avec une collecte initiale de données par l'Australie, la France et PNG. Sous la co-présidence précédente, ce travail avait peu avancé. La France et le Brésil ont relancé le développement d'un nouveau questionnaire, plus complet, élaboré par l'équipe du secrétariat chargée de la base de données (PT/FAO/UNEP-WCMC). Le nouveau questionnaire avait été envoyé aux partenaires et aux institutions fin mars pour permettre un premier retour d'expérience à Bangkok. A la veille de la réunion du partenariat, 10 pays REDD+, 4 pays donateurs et 3 institutions avaient déjà répondu.

Lors de la réunion à Bangkok, Peter Holmgren de FAO et Barney Dickson de UNEP-WCMC ont présenté un point sur les données et les premiers chiffres consolidés disponibles ainsi que des propositions de développements futurs du point de vue de la fonctionnalité (amélioration de l'interface graphique, statistiques clés), mais aussi de celui de la qualité et de la transparence des données (cohérence entre ce qui est rapporté par les pays donateurs et ce qui est rapporté par les pays REDD+).

La mise à jour de la base de données révèle quelques éléments marquants, notamment le faible financement que reçoivent les pays africains par rapport aux pays d'Asie ou d'Amérique latine, ou encore la grande différence entre ce que les pays donateurs disent avoir dépensé et les montants reçus rapportés par les pays REDD+. Ce dernier point s'expliquerait par la transmission de données incomplètes par les pays REDD+, mais aussi par les différences temporelles dans les arrangements rapportés par ces deux groupes de pays.

Cette présentation a permis d'initier un débat extrêmement riche tant sur les chiffres eux-mêmes que sur les améliorations possibles de la base de données. En ce qui concerne les chiffres, la plupart des pays africains ont souligné la différence de financement qu'ils reçoivent par rapport aux autres continents. La RDC a notamment critiqué un financement qui se dirigerait selon elle trop vers la déforestation et la dégradation évitées en oubliant les autres composantes de REDD+ (conservation et augmentation des stocks de carbone forestier, gestion durable des forêts). Par ailleurs, sur la collecte des données, plusieurs pays ont souhaité qu'il y ait une amélioration de la cohérence entre les arrangements rapportés par les pays donateurs et ceux rapportés par les pays REDD, notamment au travers de soumissions communes.

Les co-présidents ont invité les Partenaires et institutions à renvoyer le questionnaire renseigné d'ici la mi-mai en vue d'une nouvelle discussion à la réunion de juin. Le rapport sur les avancées de la base de données sera alors mis à jour et les débats de la réunion seront pris en compte pour proposer des améliorations à la collecte des données et à leur utilisation.

### **Analyse sur les insuffisances et les recouvrements du financement REDD+**

Dans le cadre du programme de travail 2010, une étude sur les lacunes et les chevauchements des financements REDD+ avait été confiée au consultant finlandais Markku Simula. Ce dernier avait remis son rapport final au Partenariat fin décembre 2010. Une discussion sur les suites à donner à cette étude avait donc été prévue par les co-présidents pour la première réunion de 2011.

Markku Simula a été invité à Bangkok pour présenter les conclusions principales de son étude et ses recommandations. Il préconise entre autres d'améliorer les méthodologies pour estimer les besoins financiers pour REDD+, de développer une vision commune de ce qui doit être considéré comme du financement REDD+ ou d'améliorer la comptabilisation DAC.

Les Partenaires ont tous souligné la qualité de l'étude et l'importance des recommandations proposées. Beaucoup d'entre eux ont également affirmé la nécessité de continuer à discuter des enjeux de cette étude dans le cadre du développement de la base de données. Les discussions ont porté par ailleurs sur des sujets tels que le besoin de financements supplémentaires, la nécessité d'améliorer et de mieux partager l'information, l'importance de s'intéresser aux causes de la déforestation. Il a été décidé que le sujet serait à nouveau à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Partenariat.

## **Evaluation des capacités et des aptitudes des institutions des pays en développement**

Les co-présidents ont rappelé que seule la Papouasie Nouvelle-Guinée avait jusqu'ici exprimé son intérêt pour ce thème qui figurait au programme de travail 2010 et avait été reporté à celui de 2011-12 (module qui avait fait l'objet d'une forte demande de la part de certains pays en développement de la Coalition au moment de la négociation du programme de travail 2010). Avant que ce point ne soit formellement abordé et comme elle ne pouvait pas assister à toute la journée de réunion, la représentante de la Papouasie Nouvelle-Guinée avait rappelé son intérêt pour cette étude en indiquant qu'il serait souhaitable que soit développé un guide pour évaluer les capacités des pays en développement vis-à-vis de REDD+ avec un système de certification des institutions comme pour le Fonds d'Adaptation. Les Etats-Unis ont par ailleurs indiqué qu'ils étaient réticents à ce qu'une étude soit menée pour le compte d'un pays particulier et le Mali que PNG n'était pas le pays qui en avait le plus besoin. Pendant la discussion, la plupart des pays africains ont exprimé leur intérêt pour ce thème, sans nécessairement demander qu'il soit traité par le biais d'une étude confiée à un consultant (RDC). Plusieurs d'entre eux ont expliqué qu'ils étaient très en retard par rapport à d'autres pays partenaires (le Togo et le Mali précisant qu'ils n'étaient même pas encore dans la phase 1). Les co-présidents doivent donc relancer les Partenaires sur cette question avant la réunion de Bonn en proposant des premières pistes pour définir le cadre de ce module du programme de travail avant qu'une note de concept puisse être lancée.

## **Débriefing sur les décisions récentes de la CCNUCC relatives à REDD+**

La co-présidence a présenté brièvement le contenu de la décision 1/CP16 concernant le mécanisme REDD+, afin de pouvoir alimenter le débat sur les travaux futurs du Partenariat, notamment sur les thèmes pour l'atelier qui sera organisé à Bonn en juin. Les Partenaires ont apprécié la pertinence de faire cette présentation avant la discussion sur les thèmes de l'atelier de Bonn.

## **Thèmes pour l'atelier de la réunion de Bonn**

Dans leur programme de travail, la co-présidence avait souhaité que les Partenaires proposent des idées de thèmes pour l'atelier prévu à la réunion de Bonn, qui aura lieu en marge de la session de la CCNUCC (les dates restent à déterminer). Aucune réponse n'avait été reçue par courriel, mais cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de la journée du 10 avril. Les retours demandés par les co-présidents ont été l'occasion d'échanges de fond et francs, confirmant la nouvelle dynamique du Partenariat.

Deux thèmes ont été particulièrement portés par les Partenaires, mais aussi par les parties prenantes : la question du financement du mécanisme REDD+ à long terme (phase 3) et celle des clauses de sauvegarde. Le financement de la phase 3 de REDD+ est discuté cette année dans le cadre des travaux du groupe de travail spécial sur l'action concertée à long-terme : étant donné l'historique du Partenariat, on pourrait craindre qu'y porter cette question fasse rentrer les uns et les autres dans un jeu de négociations. Néanmoins, les différents Partenaires ayant pris la parole pour proposer ce thème se sont montrés très ouverts, en expliquant le besoin de comprendre les avantages et les inconvénients des différentes options. Les Partenaires et parties prenantes ont notamment indiqué leur souhait de discuter des paiements pour les services éco-systémiques, des financements innovants ou de la participation du secteur privé par le marché et au-delà.

De même, les Partenaires ont montré un vif intérêt pour échanger sur les clauses de sauvegarde et le lien avec la gouvernance forestière ou les causes de la déforestation.

A la suite de ces échanges, les co-présidents proposeront un contenu pour l'atelier de Bonn, qui sera intégré dans la mise à jour du plan d'action.

## **Nomination des futurs co-présidents**

L'Allemagne et le Guyana ont été confirmés comme co-présidents pour le deuxième semestre 2011. La co-présidence a à nouveau remercié le Mexique et l'Australie pour leur flexibilité, ceux-ci ayant décidé de repousser leur candidature suite aux consultations menées entre candidats. La RDC a demandé à ce que soit pris note de sa candidature pour le premier semestre 2012. Conformément à la demande faite aux co-présidents de traiter la nomination des futurs co-présidents (premier semestre 2012), ceux-ci feront un appel à candidature d'ici la réunion de juin, de manière à finaliser les nominations à Bonn. Les Etats-Unis ont noté que la durée de mandat de six mois était trop courte et ont demandé à ce que l'allongement du mandat à un an soit considéré pour 2012.

### **Autres questions d'organisation :**

A l'ouverture de la réunion, PNG a critiqué la co-présidence pour son manque de flexibilité concernant la prise en charge des frais de participation des pays en développement en notant que certains pays n'avaient pu participer à la réunion de ce fait (Surinam, République Dominicaine). Les co-présidents ont rappelé qu'il s'agissait d'une réunion adossée à une session de la CCNUCC et que par conséquent les frais de déplacement n'étaient pas pris en charge, mais que les délégués recevaient un per diem pour la durée supplémentaire de leur séjour. Ils ont indiqué avoir fait preuve de flexibilité en prenant en charge de manière exceptionnelle les frais de transport de délégués dont les pays n'auraient pas pu être représentés à la réunion, tout en rappelant l'importance de respecter les dates limites indiquées par le secrétariat FMT/PT pour faciliter la gestion de la prise en charge. Les co-présidents ont indiqué qu'ils enverraient une note au partenariat pour plus de transparence sur cette question.

### **Deuxième jour :**

#### **Atelier sur les activités de démonstration**

La deuxième journée a eu lieu un atelier sur les activités de démonstration. Il a été l'occasion de présentations de la part de plusieurs partenaires : l'Indonésie et l'Australie de façon conjointe sur leur partenariat (Kalimantan Forest and Carbon Partnership), la République Démocratique du Congo sur le travail fait au niveau national pour mettre en place une approche systémique sur la REDD+, le Costa Rica sur son système de paiement pour les services écosystémiques et le Japon sur le financement des activités REDD+. Chacune des présentations a été suivie d'échanges intéressants entre la salle et le pays présentateur. Les questions ont porté notamment sur la répartition des bénéfices dans les projets pilotes et les arrangements institutionnels mis en place en Indonésie, l'articulation avec le niveau national et les problématiques d'harmonisation entre activités de démonstration, la prise en compte des menaces qui pèsent sur les forêts en RDC, l'avenir pour le système de paiement pour les services écosystémiques au Costa Rica ou encore l'additionnalité des financements et la coordination entre pays donateurs dans le cas du Japon.

#### **Introduction à l'étude sur l'efficacité des initiatives multilatérales REDD+**

Le groupe IDL sélectionné pour mener cette étude a eu l'occasion de présenter les grands axes de son travail. Compte-tenu des évaluations en cours (FCPF, UNREDD), il a été souligné que la valeur ajoutée de l'étude devrait porter davantage sur les questions transversales (notamment de coordination entre institutions). Des entretiens seront conduits par IDL auprès d'un échantillon de pays et parties prenantes en complément de la revue des analyses existantes, en vue d'une présentation du rapport final à la réunion de juin.

## **CR de la réunion du Partenariat REDD+ à Bonn - 12 et 18 juin 2011**

### **Résumé :**

Le Partenariat REDD+ s'est de nouveau réuni à Bonn en marge de la session de négociation de la Convention climat, pour la seconde et dernière fois sous co-présidence franco-brésilienne. Le 12 juin s'est tenue une réunion du Partenariat proprement dite, dont les discussions ont porté sur la base de données volontaire du Partenariat, les suites à donner à l'analyse sur les manques et les chevauchements du financement REDD+, les premiers résultats de l'analyse sur l'efficacité des initiatives multilatérales REDD+, les priorités pour le deuxième semestre 2011, ainsi que des points organisationnels dont la nomination des futurs co-présidents pour le premier semestre 2012. Le 18 juin a été organisé un atelier sur la montée en puissance du financement REDD+.

Ces réunions ont connu une participation importante : près de 150 représentants de pays membres et des parties prenantes ont participé à la réunion du 12 juin (avec une représentation de 49 pays sur les 72 membres et d'un observateur, la Nouvelle-Zélande) et près de 90 représentants de pays et parties prenantes (40 pays représentés) à l'atelier du 18 juin. La Côte d'Ivoire y a été accueillie comme nouveau pays partenaire.

L'état d'esprit convivial et constructif de la réunion de Bangkok a perduré, permettant des échanges francs et riches entre tous, y compris sur la question sensible du financement. Le succès des réunions sous co-présidence franco-brésilienne a ainsi permis à la France et au Brésil de terminer leur mandat sur une bonne note, confirmant ainsi la revitalisation du Partenariat après les problèmes rencontrés sous la précédente co-présidence.

### **1. Réunion du 12 juin à Bonn**

#### **Développement de la base de données sur les financements, les actions et résultats**

Le travail sur la base de données volontaire (cf. <http://reddplusdatabase.org/>) avait été initié dès le processus Paris-Oslo, avec une collecte initiale de données par l'Australie, la France et la Papouasie Nouvelle Guinée. Un nouveau questionnaire plus complet a été élaboré par l'équipe du secrétariat chargée de la base de données (FAO et PNUE) sous co-présidence franco-brésilienne et envoyé fin mars aux partenaires et aux institutions pour une nouvelle vague de collecte de données. Un premier point des progrès de la base de données avait été présenté lors de la réunion de Bangkok.

Depuis Bangkok, le questionnaire a été traduit en français et en espagnol afin de faciliter les réponses des Partenaires. 25 pays et 6 institutions ont à ce jour répondu au nouveau questionnaire. Ces résultats partiels permettent néanmoins de souligner une différence importante entre le financement rapporté par les donateurs (4,1 milliards de dollars) et celui rapporté par les pays REDD+ (500 millions de dollars). Si cette différence s'explique en partie notamment par l'absence d'informations pour un certain nombre de pays REDD+ et le décalage dans le temps entre engagements et décaissements, elle soulève aussi des questions sur les améliorations à apporter au reporting afin d'obtenir des données encore plus complètes, plus cohérentes et plus fiables. Peter Holmgren (FAO) et Barney Dickson (WCMC), responsables de l'équipe travaillant sur la base de données, ont ainsi présenté un certain nombre de problèmes à résoudre : définition du champ de REDD+, harmonisation de la perception du concept d'arrangement ou encore annualisation du financement. Lors de la discussion ayant suivi, les Partenaires ont salué la confiance qui existait désormais sur cette base de données. Outre les améliorations nécessaires soulignées par Peter Holmgren et Barney Dickson, certains Partenaires ont demandé que le questionnaire accorde plus de place au financement domestique, d'autres ont souhaité pouvoir bénéficier d'une aide technique pour remplir ce questionnaire (l'équipe de la base de données expliquant que cette aide se mettait en place). Enfin, il est prévu qu'une interface améliorée soit lancée sur le site du Partenariat d'ici à fin juin.

#### **Discussions sur les pistes d'actions du le Partenariat sur les insuffisances et les recouvrements du financement REDD+**

Suite à la présentation de cette analyse en avril à Bangkok par le consultant finlandais Markku Simula et au très bon accueil que les Partenaires en avaient fait, les co-présidents avaient décidé de remettre ce point à l'ordre du jour pour définir les pistes d'actions que pourrait prendre le Partenariat.

Si les Partenaires ont souligné la nécessité de pallier les manques dans le financement des phases 1 et 2 du mécanisme REDD+ et le besoin de coordination pour identifier ces manques de façon plus

précise, tous ont également souhaité que le Partenariat dispose de données plus complètes sur le financement et les actions REDD+ pour étayer l'analyse avant d'avoir une discussion plus approfondie sur des actions éventuelles. Reprenant ce consensus, les co-présidents ont conclu sur l'importance de poursuivre le travail sur la base de données et de renforcer le dialogue entre partenaires afin de mieux comprendre les besoins et insuffisances.

### **Etude sur l'efficacité des initiatives multilatérales REDD+ (UN-REDD, FCPF, FIP, FEM)**

Patrick Hardcastle du groupe IDL a présenté les premiers résultats de cette analyse commencée en mars. Un pré-rapport synthétisant les résultats des études existantes sur l'efficacité des institutions multilatérales avait été diffusé peu avant la réunion.

Les Partenaires ont souhaité que cette étude permette d'analyser la complémentarité et la cohérence de ces initiatives, leur capacité à soutenir les stratégies nationales et à répondre aux besoins des pays de manière réactive, la coordination entre celles-ci ou encore leur manière de prendre en compte les clauses de sauvegarde. Un échantillon représentatif de pays, selon leur participation ou non aux différentes initiatives multilatérales (FCPF, UN-REDD, FIP, FEM) et de parties prenantes a été sélectionné pour répondre à un questionnaire élaboré par l'équipe de consultants mais tous les partenaires pourront apporter leur contribution à l'étude s'ils le souhaitent. Les entretiens devaient avoir lieu pendant la session de négociations et pendant les événements REDD+ d'Oslo la semaine suivante. Le rapport final doit être rendu le 15 juillet.

### **Priorités pour le second semestre 2011**

Afin de faciliter la transition entre la co-présidence de la France et du Brésil à celle de l'Allemagne et du Guyana, un temps de discussion avait été prévu sur les priorités pour le prochain semestre.

A l'invitation de la France et du Brésil, l'Allemagne et le Guyana ont présenté leurs intentions quant à ce prochain semestre :

- organiser deux sessions de réunion, si possible en marge des négociations climat pour faciliter la participation de tous
- prévoir une demi-journée de réunion et une journée et demi d'atelier pour promouvoir les échanges et le partage d'expériences entre les Partenaires
- se concentrer sur les thématiques de la négociation pour préparer Durban, tout en précisant qu'il ne s'agissait pas de pré-juger les négociations.

Plusieurs partenaires ont exprimé leur réticence à un positionnement trop proche des négociations. Les Partenaires et les parties prenantes ont suggéré quelques thèmes pour les ateliers futurs : les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, les options de financement et l'efficacité du financement, les actions liées à une incitation aux résultats, le MRV de REDD+, les clauses de sauvegarde et notamment le lien avec les deux autres conventions de Rio. En revanche plusieurs se sont opposés à des discussions sur les niveaux de référence à ce stade.

Sur la base des commentaires reçus en réunion, le Guyana et l'Allemagne feront circuler une proposition pour les prochains ateliers et réunions d'ici fin juillet.

### **Durée du mandat et nomination des co-présidents pour le premier semestre 2012**

Malgré le souhait de plusieurs pays que le mandat des co-présidents soit allongé de six mois à un an, les Partenaires se sont accordés pour garder cette durée de six mois jusqu'à fin 2012, en l'absence de visibilité sur la durée du Partenariat REDD+.

Seuls candidats déclarés pour prendre la suite de l'Allemagne et du Guyana (le Mexique s'étant retiré face à la candidature de la RDC), l'Australie et la République Démocratique du Congo ont été officiellement nommés co-présidents pour le premier semestre 2012.

## **2. Atelier du 18 juin à Cologne**

Le Partenariat REDD+ a tenu un atelier d'une demi-journée sur la montée en puissance du financement REDD+. Celui-ci a donné lieu à des échanges très riches et constructifs, contrastant avec les négociations qui n'avaient permis de traiter ce sujet que de manière très générale durant la session de Bonn. Pour la première fois le Partenariat abordait ainsi une question directement liée aux négociations, fort de la confiance retrouvée à Bangkok.

Les discussions ont porté sur les quatre thèmes suivants, chacun étant introduit par quelques commentateurs de pays forestiers, donateurs ou des parties prenantes et suivi d'échanges informels:

1. Mobilisation du secteur privé,
2. Leçons du « fast-start » : expériences pratiques des projets-pilotes à large échelle d'incitation aux résultats,
3. Caractéristiques des besoins de financement REDD+,
4. Barrières à la montée en puissance des financements REDD+/ environnements incitatifs.

### **Mobilisation du secteur privé :**

Cette session a été introduite par le Brésil (Andre Correa do Lago, chef de la délégation brésilienne), Royaume-Uni (Christian del Valle, représentant de BNP Paribas) et FERN (Kate Dooley).

Le rôle essentiel du secteur privé a été rappelé pour répondre à des besoins pour REDD+ estimés à 15-30md\$ par an en 2020. Dans ce contexte le secteur privé devrait être impliqué davantage dans l'élaboration des politiques publiques.

Il s'agit de dépasser le débat polarisé entre approches marché/non marché et de développer un bouquet d'options. Les barrières liées au recours au marché carbone ont été rappelées, au premier chef l'absence de demande (hormis sur le marché volontaire, mais qui n'est qu'une niche). Certains participants ont appelé à réfléchir à une logique de marché différente des mécanismes connus.

En l'absence de visibilité suffisante sur les politiques publiques sur REDD+, les représentants du secteur privé ont appelé à la création d'un signal prix et à la mise en place de mécanismes publics permettant de « tirer » la demande (« demand-pull mechanisms » tels que les mécanismes d' « Advanced Market Mechanisms »), tout en soulignant son attachement à l'application des clauses de sauvegarde.

Le rôle du secteur privé en tant que cause de la déforestation (et pas seulement en tant que source potentielle de demande de crédits) a été souligné.

### **Leçons du financement précoce :**

La Norvège (Andreas Dahl Jorgensen) a fait état des expériences tirées de son financement fast-start, notamment au Brésil, en Indonésie et au Guyana. Il a insisté sur les progrès accomplis avec ces pays sur les questions de transparence, de consultation des parties prenantes, de définition d'un niveau de référence, de MRV, de respect des clauses de sauvegarde. Ces exemples soulignent, selon lui, la possibilité de mettre en oeuvre les incitations aux résultats sur REDD+ même en l'absence de règles complètes (exemples : ajustement périodique des niveaux de référence au Brésil, incitations pour améliorer le MRV au Guyana). Il a rappelé l'importance, pour le succès de REDD+, que REDD+ soit vue comme étant dans l'intérêt national du pays et que le soutien politique au plus haut niveau pouvait être décisif. Par ailleurs l'importance d'associer le secteur privé dès le démarrage de REDD+ a été relevée.

Conservation International (Rebecca Chacko) a présenté ses actions de soutien, y compris en tant qu'investisseur, à la mise en oeuvre du mécanisme REDD+ dans les pays en développement. La présentatrice a insisté sur la nécessité de continuer à soutenir la phase de préparation de REDD+, sur l'intérêt d'une harmonisation des exigences des donateurs et sur l'importance d'assurer un financement de REDD+ sur le long terme pour répondre aux risques économiques que prennent les pays en développement en définissant et mettant en place leur stratégie REDD+.

Il a été par ailleurs souligné que les progrès étaient possibles sur le terrain en parallèle des avancées à l'UNFCCC, trop lentes au regard de l'urgence de lutter contre la déforestation et la dégradation. Il est notamment possible d'être innovant sur les niveaux de référence, par exemple par l'utilisation intérimaire de « proxys » accompagnée de clauses de sauvegarde.

### **Caractéristiques des besoins de financement pour REDD+ :**

Lors de cette session, le Costa Rica (Alexandra Saenz) a présenté son plan de financement pour la mise en œuvre de REDD+ : actuellement, le Costa Rica dispose de 22,85 millions de dollars par an, mais aura besoin de 36,4 millions par an dans les prochaines années jusqu'à 2030. Le Costa Rica espère obtenir les 13,55 millions manquants grâce aux fonds multilatéraux et à un éventuel marché international REDD+. The Nature Conservancy (Duncan Marsh) a présenté sa vision du financement REDD+ dans les prochaines années et a notamment défendu la mise en place d'une approche stock/flux, avec un fonds de stabilisation qui permettrait de rémunérer la conservation des stocks de carbone par les pays à faible déforestation.

**Les barrières à la montée en puissance du financement REDD+/environnements incitatifs :**

Cette session a donné lieu à trois interventions, de la RDC (Fabien Monteils), de l'Allemagne (Hörst Freiberg) et de la Papouasie Nouvelle-Guinée (Federica Bietta). Les intervenants ont souligné entre autres le besoin de transparence et la nécessité, pour ce faire, de construire une base de données complète sur les actions et le financement REDD+, le lien du financement avec le respect des clauses de sauvegarde, l'importance du dialogue avec le secteur privé, la question du renforcement des capacités des pays en développement pour assurer une circulation efficace des financements et améliorer la capacité d'absorption des pays. La RDC a fait une présentation très détaillée de son plan de mise en œuvre de la REDD+ et des mesures visant à créer un environnement incitatif (exemple : développement d'un fonds national REDD+). La PNG a souligné en particulier l'importance de créer ou renforcer les institutions nationales.



## **CR de la réunion du Partenariat REDD+ à Londres - 27 et 28 février 2012**

### **Délégation française :**

**Olivier BOUYER** (ONF International)

**Soraya OQUAB** (Correspondant environnement, SER de Londres)

### **I/ Compte-rendu de la réunion des membres du partenariat – 27 février matin**

La co-présidence assurée par l'Australie et la République Démocratique du Congo a introduit la séance et présenté le programme des deux jours. La séance de la matinée, fermée au public, a été consacrée à faire un point sur le partenariat, l'aspect organisationnel de la réunion de Londres et de la prochaine.

#### ***1.1/ Mise à jour du site internet <http://reddpluspartnership.org/en/>***

Les organisateurs ont présenté les améliorations apportées au site internet du partenariat REDD+, notamment une simplification, ajout de flux RSS et meilleure notification.

#### ***1.2/ Voluntary Redd+ Database (VRD)***

Certaines contributions issues du questionnaire 2011 sont manquantes à ce jour et quelques données transmises récemment n'ont pas encore été intégrées. Une vingtaine de pays n'ont pas encore reporté les données par manque de moyens pour les collecter.

Le questionnaire 2012 sera lancé en juillet sur le site internet, avec une réponse attendue vers septembre/octobre.

La présentatrice (Tina Vanahem, FAO) a souligné la nécessité de réduire les disparités entre les données issues des différents pays. Il subsiste toujours des différences importantes entre les montants déclarés par les donateurs (autour de 8 G\$) et ceux déclarés par les bénéficiaires (autour d'1 G\$).

L'interface du site de données est en cours d'amélioration et une nouvelle version devrait être présentée en juin. Une collaboration a été engagée avec la CCNUCC pour l'amélioration des échanges de données. Il est donc attendu, pour la nouvelle version de la VRD, plus de qualité et de simplicité.

Quelques pays sont intervenus pour souligner le besoin de clarté et de transparence dans les données concernant les donateurs et les receveurs.

Les intervenants ont également proposé de discuter des questionnaires avant leur envoi officiel, afin d'y apporter des précisions ou de reformuler les questions le cas échéant.

Une version provisoire du questionnaire 2012 devrait être ainsi transmise pour avis lors de la prochaine réunion du partenariat.

#### ***1.3/ Budget du partenariat***

Le budget 2010/11 a été clôturé avec un budget approuvé de 2,1 M\$, et un total consommé de 1,7 M\$ (soit 82%).

Situation au 24 février 2012 : 5,1 M\$ reçus au total par les donateurs, sur lesquels 2,8 M\$ sont affectés au fonctionnement et à l'organisation des rencontres, et 0,7 M\$ aux autres postes de dépenses. 1,6 M\$ resteront disponibles pour après 2012.

Suite à des interventions de la salle, la présidence note que la coordination des réunions du partenariat avec d'autres réunions pourrait permettre de faire des économies sur les dépenses de transport (par exemple pour la réunion de Londres, environ 75 k\$, sur une dépense d'environ 210 k\$). Toutefois, en pratique, ce genre de coordination s'avère souvent difficile à mettre en œuvre.

Rappel du budget 2012 approuvé à Durban : ferme = 1,5 M\$ / optionnel = 0,4 M\$.

#### ***1.4/ Prochaine réunion***

La prochaine réunion du partenariat est proposée à Bonn le vendredi 13 mai et le dimanche 15 mai prochains.

Les organisateurs signalent les difficultés qu'ils ont rencontrées pour l'organisation de la réunion de Londres. Ils préconisent d'envoyer les invitations suffisamment à l'avance pour faciliter l'organisation des délégations. Par exemple, la Russie a informé qu'elle a été prévenue trop tardivement pour prévoir sa représentation. Et une douzaine de pays n'ont pas réussi à obtenir leurs visas à temps.

La prochaine réunion sera centrée sur le thème des facteurs (drivers) de la déforestation.

Les partenaires signalent la nécessité d'évoquer très rapidement l'avenir du partenariat qui doit prendre fin à la fin de l'année 2012.

Un autre thème essentiel reste le financement. Une demi-journée consacrée à part entière sur ce thème serait probablement le bon format.

**La présidence invite tous les pays partenaires à lui transmettre d'ici fin mars une contribution qui aura pour objet : Achievements & Proposition for the future of the REDD+ Partnership.**

**Par ailleurs un questionnaire papier est transmis en fin de séance (cf.PJ)**

## **II/ Compte-rendu des tables rondes - 27 février après-midi et 28 février**

Sept tables rondes ont réuni plus de 42 présentateurs et modérateurs, issus de milieux très divers (gouvernements, institutions multilatérales, bureaux d'études, ONG environnementales, fonds d'investissements carbone, banques d'affaires). Elles ont porté respectivement sur :

- la nécessité d'augmenter les financements REDD+,
- les défis pour l'accession aux financements REDD+,
- les défis pour le décaissement des fonds REDD+,
- la possibilité qu'ont les ONG de financer la REDD+ (PPP, bons REDD+, marché volontaire du carbone),
- les approches de financement basées sur le marché,
- les approches de financement non basées sur le marché,
- l'intégration du REDD+ dans les stratégies de développement sobres en carbone.

Il serait difficile de synthétiser ici l'ensemble des débats. Beaucoup des interventions faisaient échos à des positions déjà bien connues et exprimées dans les négociations sous la CCNUCC ou les discussions sous le partenariat REDD+. Cependant, certaines d'entre-elles ont apporté des éléments nouveaux et intéressants pour la discussion sur le financement REDD+ :

- S. AGNE (Commission européenne) sur la mise en œuvre future du Paquet énergie climat et la place réservée au REDD+,
- C. Del Valle (Althelia) L. Durschinger (Terra global capital) sur les stratégies d'intervention de leurs fonds d'investissement REDD+,
- I. Henderson (WWF international) et A.Grimard (The Prince's rainforest project) sur le possible développement de bons REDD+,
- N. Unterstell (Gouvernement brésilien), A. Sari (Gouvernement indonésien) et A. Saenz (Gouvernement costaricain) sur l'état de la mise en œuvre des stratégies REDD+ nationales, les objectifs quantifiés à horizon 2015 ou 2020 en terme de REDD+ et l'intégration de la REDD+ dans les stratégies de développement sobres en carbone,
- B. Bosquet (Banque mondiale), A. Karmali (Merrill Lynch), T. Janson-Smith (Conservation international) sur le développement des marchés volontaires du carbone forestier et leur intégration possible dans des systèmes futurs d'engagements.

Les présentations seront mises en ligne sur le site du partenariat le 30/02/2012.

### **III/ Conclusion**

Les co-présidents ont conclu en remerciant les participants pour la qualité des échanges. Le co-président congolais s'est félicité de l'atteinte de l'objectif, qui était l'exploration des différents moyens de financement de REDD+. Il a remercié les spécialistes de la finance d'avoir contribué à identifier de nouvelles approches de financement. S'adressant aux pays en voie de développement, il les a invités à mieux identifier leurs problèmes, capacités d'autofinancement et besoins en co-financements extérieurs variés, ainsi qu'à renforcer leurs capacités de coordination des investisseurs, afin d'atteindre des résultats réels en terme de protection des forêts.

#### **Commentaires :**

*La délégation notera la bonne ambiance générale dans les échanges, qui ont été constructifs et ne se sont pas cristallisés sur les divergences entre « pro-fonds » et « pro-marché ». Au contraire, des sources et canaux de financement innovant ont été présentés et discutés : taxes sur les énergies fossiles, PPP, bons REDD+, fonds d'investissements, etc. Il est cependant regrettable, comme cela a été noté par de nombreux participants, que des quiproquos sur les sens des termes financiers et/ou techniques utilisés et le manque de connaissance fine des différents flux financiers par sources/canaux (malgré les apports indéniables de la VRD pour remédier à ce problème) freinent parfois les échanges. Enfin, d'après des discussions de couloir avec plusieurs acteurs clefs du financement REDD+ (notamment Merrill Lynch, Banque mondiale, Fonds d'investissement Althelia, The Prince's rainforest project), il semblerait que deux schémas de bons REDD+ seraient actuellement en gestation et pourraient être portés par la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale (sous réserve pour cette dernière d'aplanir des réticences internes).*